

SECOND SUJET D'ANNALES

[1. QCM sur les concepts économiques et sociaux]

Question 1. La crise économique se définit comme :

- (A) La période de ralentissement économique
- (B) Le point de retournement du cycle économique
- (C) La récession
- (D) Le résultat de 3 mois de ralentissement économique

Question 2. Qu'est-ce qu'un IDE ?

- (A) Un indicateur de développement économique
- (B) Un investissement de développement extérieur
- (C) Un investissement direct extérieur
- (D) Un investissement de développement externalisé

Question 3. Le SMIC est :

- (A) Le salaire moyen intercatégoriel de croissance
- (B) Le salaire minimum intersectoriel de croissance
- (C) Le salaire minimum interprofessionnel de croissance
- (D) Le salaire médian interprofessionnel de croissance

Question 4. Le marché financier est :

- (A) Le marché des capitaux longs
- (B) Le marché des devises
- (C) Le marché des capitaux courts
- (D) Le marché des changes

Question 5. Le concept de « lutte des classes » est développé par :

- (A) A. Smith (B) J.M. Keynes (C) D. Ricardo (D) K. Marx

Question 6. La DIPP correspond à :

- (A) La décomposition internationale des processus de production
(B) Division interne du processus de production
(C) Direction internationale des pays pétroliers
(D) Décision d'investissement dans les procédés de production

Question 7. La « reproduction sociale » signifie :

- (A) L'immobilité professionnelle
(B) L'immobilité sociale
(C) L'extension de la norme de consommation dans toutes les catégories sociales
(D) L'application du modèle social occidental dans les pays émergents

Question 8. Le taux de précarité en France est d'environ:

- (A) 5 % (B) 20 % (C) 33 % (D) 12 %

Question 9. Le principe de subsidiarité est un principe qui s'applique :

- (A) A l'Union européenne (B) A l'ONU
(C) A l'OMC (D) Au FMI

Question 10. Pour J.Schumpeter, les innovations apparaissent en:

- (A) Régimes (B) Vagues (C) Groupes (D) Grappes

Question 11. Le cycle Juglar est un cycle ?

- (A) Mineur (B) Majeur (C) Court (D) Aléatoire

Question 12. Parler de croissance soutenable, c'est parler :

- (A) De croissance soutenue
(B) De croissance qui préserve les équilibres écologiques
(C) De croissance supportable pour les pays pauvres
(D) De croissance qui repose sur les pays développés

Question 13. Pour R. Boudon, l'inégalité des chances est due :

- (A) L'origine sociale
(B) Au capital culturel
(C) Aux stratégies familiales et individuelles d'orientation
(D) Au niveau de revenu des familles

Question 14. La zone Euro est :

- (A) L'ensemble des pays d'Europe
(B) L'ensemble des pays Schengen
(C) L'ensemble des pays membres de l'UE
(D) L'ensemble des pays ayant adopté la monnaie unique

[2. QCM sur la maîtrise du savoir-faire quantitatif]

Question 15. Distribution des salaires horaires bruts, postes à temps complet.

<i>(en euros courants)</i>	Ensemble	Hommes	Femmes
Moyenne	17,6	18,5	15,9
Premier décile (D1)	9,9	10,2	9,7
Premier quartile (Q1)	11,4	11,8	10,9
Médiane (Me)	14,2	14,7	13,4
Troisième quartile (Q3)	19,5	20,4	17,9
Neuvième décile (D9)	28,3	30,3	24,7
Rapport inter décile (D9/D1)	2,89	2,97	2,55

Note : est considéré à temps complet, un salarié travaillant, au-delà d'un certain nombre d'heures par jour. Ce seuil est propre à chaque secteur d'activité et s'élève en moyenne à environ 6 heures.

Champ : salariés à temps complet du secteur privé et semi-public, hors apprentis, stagiaires, chefs d'entreprise.

Source : Insee, DADS 2009

- (A) Le salaire horaire moyen est de 14,2 euros en 2009.
- (B) Les femmes sont 2,55 fois mieux payées que les hommes en 2009.
- (C) 10 % des salariés gagnent plus de 28,30 euros brut de l'heure en 2009.
- (D) L'écart de salaire en 2009 entre homme et femme en moyenne est de 2,6 %.

Question 16. Prévisions de croissance pour la France.

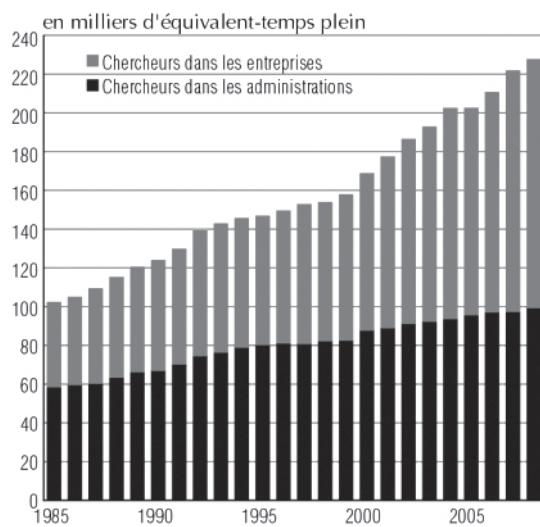
France	Prévisions Economiques pour 2011-2016						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB (volume)	1,4 %	1,7 %	1,4 %	1,9 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %
% du PIB mondial (PPA)	2,9 %	2,8 %	2,7 %	2,7 %	2,6 %	2,5 %	2,5 %
PIB par tête (\$ courant)	40 704	44 401	45 468	46 535	47 757	49 081	50 497
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Inflation	1,7 %	2,1 %	1,4 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %
Déficit public (% du PIB)	-7,1 %	-5,9 %	-4,6 %	-4,0 %	-3,1 %	-2,3 %	-1,4 %
Dette publique (% du PIB)	82,3 %	86,8 %	89,4 %	90,7 %	90,8 %	89,7 %	87,7 %
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Balance courante (milliards \$)	-44,7	-74,8	-72,2	-75,5	-78,2	-79,4	-81,4
Balance courante (% du PIB)	-1,7 %	-2,7 %	-2,5 %	-2,5 %	-2,6 %	-2,5 %	-2,5 %

Sources : FMI, gecodia.fr

- (A) Le déficit de la balance courante française en 2012 est de 72,2 %.
- (B) La croissance économique pourrait augmenter de 0,7 % entre 2010 et 2014.
- (C) L'inflation a augmenté de 0,4 % entre 2010 et 2011.
- (D) Les français se sont enrichis de 4 764 euros entre 2010 et 2012.

Question 17. Effectifs de chercheurs.

Effectifs de chercheurs

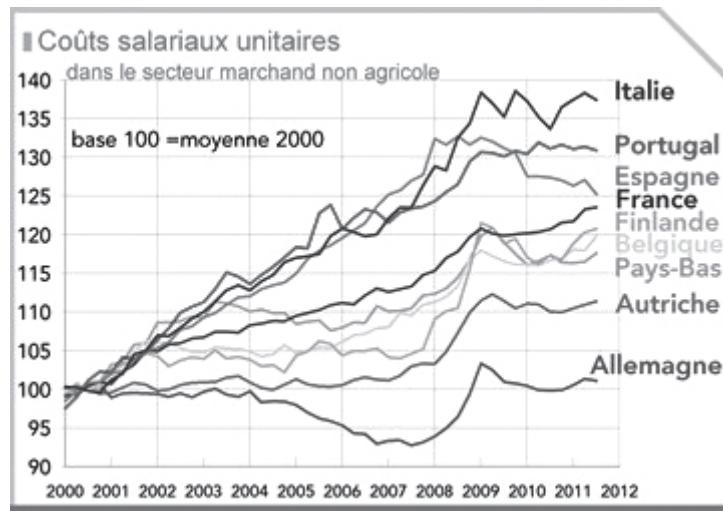


Champ : chercheurs hors Défense ; changements méthodologiques en 2000, 2001, 2004 et 2006.

Source : SIES.

- (A) L'effectif des chercheurs croît davantage dans les entreprises que dans les administrations.
- (B) En 2008, la France compte plus de 230 chercheurs.
- (C) Plus de la moitié des chercheurs travaillent dans le secteur public.
- (D) Entre 1985 et 2008, le nombre de chercheurs a augmenté de 220 %.

Question 18. Evolution des coûts salariaux unitaires.



- (A) Les coûts salariaux étaient identiques en Europe en 2000.
- (B) Les coûts salariaux ont augmenté de 20 % en France entre 2000 et 2010.
- (C) Les coûts salariaux ont augmenté de 37 euros en Italie entre 2000 et 2012.
- (D) Les coûts salariaux ont augmenté de 37 % en Italie 2012.

Question 19. Le partage de la valeur ajoutée des entreprises.

(Entreprises non financières, base 2005)

En % de la valeur ajoutée brute	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<i>Sociétés et entreprises individuelles non financières</i>										
Rémunérations des salariés	58,4	59,0	59,1	58,9	58,9	59,2	58,4	58,8	60,5	60,6
Impôts sur la production	4,6	4,6	4,6	4,7	4,9	4,8	4,9	4,8	5,3	4,6
Taux de marge	38,2	37,6	37,6	37,6	37,4	37,8	38,4	38,1	36,0	36,8
<i>Sociétés non financières</i>										
Rémunération des salariés	65,3	66,0	65,9	65,5	65,3	65,6	64,6	64,9	66,7	66,8
Impôts sur la production	5,2	5,2	5,1	5,3	5,4	5,3	5,4	5,3	5,9	5,0
Taux de marge	30,8	30,1	30,4	30,6	30,5	30,9	31,7	31,5	29,2	30,2
<i>Entrepreneurs individuels non financières</i>										
Rémunération des salariés	16,3	16,0	16,1	15,7	15,5	15,3	15,0	15,1	15,6	15,5
Impôts sur la production	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,5	1,5
Taux de marge	83,4	83,4	83,5	83,4	84,1	85,6	85,8	85,7	85,1	85,4

Source : INSEE

- (A) En 2010, la plus grande part de la valeur ajoutée a été distribuée par les sociétés et entreprises aux salariés.
- (B) Les entrepreneurs individuels ne payent que 1 % à 2 % d'impôts.
- (C) Les entrepreneurs individuels font beaucoup plus de profit que les sociétés.
- (D) Les entrepreneurs individuels paient leurs salariés de moins en moins cher.

[3. Essai sur une problématique économique à partir d'un texte]

En vous basant sur le texte suivant et sur vos connaissances personnelles, vous répondrez à la question suivante :

La croissance suffit-elle pour réduire les inégalités sociales ?

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Comme l'a largement argumenté Thomas Piketty, la croissance ne réduit pas à elle seule les inégalités. Au contraire, elle a tendance à les amplifier. Et ces inégalités ne peuvent être combattues que si la collectivité exprime la volonté qu'il en soit ainsi à travers une demande de protection, de redistribution et de justice sociale. Or cette volonté ne s'exprime pas toujours, car le degré de tolérance à l'égard des inégalités varie grandement selon les pays, les cultures et les expériences historiques. Selon que l'on voit dans les inégalités le hasard des circonstances ou bien le juste résultat de différents niveaux d'efforts individuels, on est plus ou moins résolu à lutter contre.

Bien sûr, il faut un gâteau pour avoir quelque chose à partager. Sans croissance, le problème n'est plus celui de la répartition, mais celui de la pauvreté. Cela étant, avec la croissance mais sans la volonté collective de veiller à son partage équitable, il ne faut pas imaginer que les problèmes de répartition se résoudront spontanément. Le partage des revenus n'est pas inné, il exige un consentement social. Or, lorsque cette volonté n'est pas là et que les inégalités s'accroissent, c'est la capacité à fabriquer le gâteau qu'on compromet en laissant une partie des gens au bord de la route. Il en va donc de la soutenabilité de la croissance que ses fruits soient bien partagés.

Alternatives économiques, Avril 2012.